

Communiqué AFPS Alsace

C'est sans avoir les Palestiniens à la table des négociations que le président américain déclare avec arrogance et impertinence vouloir faire la paix au Proche-Orient avec son « plan Trump ».

Que pouvait-on attendre de plus de ce soutien inconditionnel d'Israël et de Netanyahu ?

Il offre la Palestine entière à l'extrême droite israélienne. Il efface les droits du peuple palestinien, historiques et légitimes.

Le plan Trump récompense Israël pour les pratiques illégales menées en Palestine, dans les territoires occupés.

Ainsi, les Israéliens qui vivent dans les colonies illégales continueront de jouir de tous les droits accordés à tous les citoyens israéliens, comme s'ils ne vivaient pas en zone occupée.

Les Palestiniens, quant à eux seront relégués dans de petites enclaves fermées entièrement sous contrôle israélien à l'image des bantoustans du régime

d'apartheid Sud Africain, alors que les réfugiés palestiniens se verraient privés de leur droit au retour.

Pour Trump et Netanyahu, il s'agit d'aller toujours plus loin dans la dépossession des Palestiniens de leurs terres, de leurs ressources et de leurs lieux emblématiques et de perpétrer ainsi le régime d'apartheid instauré par la loi « Etat Nation du peuple juif » adoptée par la Knesset en juillet 2018.

L'ONU y oppose une fin de non-recevoir en déclarant « *qu'elle s'engage à aider les Israéliens et les Palestiniens à parvenir à la paix sur la base des résolutions internationales, du droit international, des accords bilatéraux et de la vision de deux États basés sur les frontières d'avant 1967* ».

La première réaction de la France a été de « *saluer les efforts de paix du président Trump* ». Et le Quai d'Orsay de rajouter hypocritement que « *la France « restera attentive au respect et à la prise en compte des aspirations légitimes des Israéliens comme des Palestiniens* »... C'est indigne !

En France, en Europe et dans tous les États qui affirment refuser la loi de la jungle et la loi du plus fort, la seule réaction possible et légitime est la reconnaissance de l'Etat palestinien tel qu'il a été admis à l'ONU comme membre observateur.

Cela signifierait, de manière concrète, le rejet clair, net et sans détour du plan Trump.

En refusant de reconnaître l'Etat palestinien existant, la France se rend complice de ce plan.

C'est insupportable !

Ce plan que l'on peut qualifier de plan d'annexion est une véritable menace pour la paix, puisqu'il exclut totalement tout intérêt palestinien de l'équation. Il va à l'encontre de la sécurité de la société israélienne et de la sécurité des populations du Moyen Orient.

C'est une solution basée sur la justice et le droit qui doit s'imposer !